

Vie scientifique

« Environnement et développement durable : quelles approches en sciences sociales ? »

Compte rendu de journée d'étude (Lyon, 26 octobre 2006)

André Micoud

Sociologue, Université Jean Monnet, CNRS, MODYS UMR 5264, 6 rue Basse-des-Rives, 42023 Saint-Étienne cedex 2, France

Cette journée d'étude était organisée par le laboratoire PRADIS (Pratiques et discours du développement durable) de l'ENS Lettres et sciences humaines de Lyon. Ce jeune laboratoire est aussi un laboratoire de jeunes, dont Stéphane Frioux, principal organisateur de la journée. Il est composé essentiellement d'étudiants en histoire et géographie et de quelques-uns en sciences de l'information et de la communication. C'est la première manifestation scientifique qu'il organisait de son propre chef¹. Elle rassembla une centaine de participants.

On ne peut tout d'abord que se féliciter que des doctorants aient constitué un laboratoire junior sur le thème général de l'environnement et du développement durable. Et on ne peut que les féliciter, comme a su le faire en introduction le directeur de l'école, Olivier Faron, d'avoir pris l'initiative d'organiser cette rencontre et, plus particulièrement encore, tout spécialement dans cette revue, de l'avoir conçue comme une occasion de faire se confronter différentes approches des sciences humaines. Même si l'histoire et la géographie étaient les disciplines les mieux représentées (notamment par les doctorants de l'école), la sociologie, l'économie et les sciences de l'information et de la communication avaient aussi leur place.

La séance du matin était consacrée à la présentation, par chacune des disciplines, des différentes manières qui sont les leurs de se saisir de ce nouvel objet. Yvette Veyret (Université Paris X), dressant une chronologie des façons qu'eut la géographie de décliner ses origines

Auteur correspondant : andre.micoud@univ-st-etienne.fr

¹ Cette même jeune équipe a depuis organisé une nouvelle journée d'échanges intitulée « L'animal sauvage entre nuisance et patrimoine : approches socio-historiques des relations homme-nature (XVI^e-XX^e s.) », le 4 mai 2007.

mêlées aux sciences naturelles (Humboldt), montra qu'elle a toujours pris en compte ce qu'elle nomme le « milieu », que ce soit à travers les thèses les plus déterministes (Ratzel) ou celles, « possibilistes » (Reclus, Vidal de la Blache), qui atténuent les déterminismes, sans jamais abandonner cependant la prééminence de la géographie physique. Toutefois, pendant les décennies 1960 et 1970, s'imposa une géographie « sans milieu » qui, influencée par les économistes, mit en quelque sorte la nature à distance pour ne plus s'intéresser qu'aux dynamiques des développements urbains et industriels. Et c'est sous l'effet des mouvements écologistes que, à la fin des années 1970, la nature revint s'imposer aux géographes. Honneur est rendu alors à G. Bertrand et J. Tricard d'être les premiers à avoir saisi cette nouvelle donne et à l'avoir problématisée autour du concept de « géosystème » pour penser la dynamique des rapports nature-culture.

Pour Geneviève Massard-Guilbaud (EHESS), parler d'histoire à propos de l'environnement peut désigner : celle des choses naturelles (beaucoup plus développée aux États-Unis qu'en Europe), celle des rapports des sociétés à la nature (qui, au contraire, intéresse les historiens français depuis longtemps, à preuve un numéro de la revue *Annales* sur ce thème qui date de 1973, sans compter l'œuvre de F. Braudel) ou celle du concept d'environnement lui-même, venu se substituer à celui de milieu. L'intervention très documentée de Florian Charvolin (MODYS) vint enrichir ce dernier point. Les occurrences multiples du terme environnement qu'il a découvertes chez des auteurs oubliés (Urbain Cassan, Roger Heim, Emile Callo...) montrent que, depuis les années 1940, des chercheurs marginaux préfiguraient déjà un renouvellement de paradigme. Principale nouveauté, selon G. Massard-Guilbaud, s'engager dans l'histoire de l'environnement

est une posture qui oblige à un déplacement par rapport à la seule histoire socioéconomique. À titre d'exemple, elle a montré comment l'histoire de l'agriculture, totalement dédiée à la comptabilité des gains de productivité, a pu négliger jusqu'à il y a peu les phénomènes de dégradation des éléments naturels perceptibles seulement sur le long terme.

Franck-Dominique Vivien (Université de Reims) évoqua quant à lui deux manières opposées de penser le rapport à l'environnement en économiste : soit une économie de l'environnement, qui ne fait qu'essayer d'appliquer les outils de la théorie néoclassique à ce nouvel objet (en lui donnant un prix et en le faisant rentrer dans le marché), soit une « économie écologique » qui, renversant complètement la perspective, interroge le métabolisme du système socioéconomique (flux de matières et d'énergie) pour parvenir à une comptabilité des effets des activités humaines sur le monde biophysique.

André Micoud a présenté le point de vue de la sociologie en s'interrogeant sur l'énorme retard avec lequel, en France, celle-ci a pris en compte les questions environnementales. Peut-être est-ce parce que la sociologie française, se considérant comme l'exécuteur testamentaire d'une invention nationale née dans le sillage de l'émergence de la « question sociale », s'estime chargée d'en préserver la lettre en même temps que l'esprit – ce qui signifierait alors qu'elle aurait encore beaucoup de mal à s'émanciper de ses fondamentaux. Comme si s'intéresser aux questions vitales d'aujourd'hui, c'était oublier les questions sociales toujours présentes. L'étude portant sur la dynamique des mouvements sociaux écologistes qu'A. Micoud présenta ensuite montre assez qu'il n'en est rien.

Nicole d'Alméida (Université Paris IV) termina cette séance par une intervention présentant le point de vue des sciences de l'information et de la communication. Elle le fit en s'appuyant sur l'hétérogénéité des discours concernant l'environnement. L'analyse de ceux-ci révèle une opposition qui traverse l'institutionnalisation, encore instable, de l'environnement. Ils mettent en effet en présence deux approches : l'une, gestionnaire et comptable ; l'autre, politique, voire éthique.

L'après-midi était organisée en deux séries d'exposés : la première autour du concept (de la notion ?) de développement durable ; la seconde, consacrée à des présentations de travaux monographiques historiques, tous fort intéressants. F.-D. Vivien exposa avec précision les controverses relatives aux définitions du développement durable (principe normatif autoréférentiel) par rapport à celle de la seule croissance. Il plaida en fin de compte pour la seule définition opératoire à ses yeux : une définition procédurale et composite, mêlant des objectifs (les trois piliers) et des principes (de précaution, de responsabilité...).

A. Micoud exposa quant à lui ce qu'il appelle les trois dimensions du développement durable : une figure rhétorique ; un système conceptuel ; un ordre normatif. Pour lui, seule la cooccurrence de ces trois dimensions permet de comprendre le succès social de l'expression. Il soutient également qu'avec l'introduction de la durée, on a sans doute affaire à une mutation conséquente de l'ordre temporel de la modernité.

Il est difficile de résumer les présentations monographiques de la dernière séance. Leurs thématiques étaient très variées : « Développement durable en Seine-Saint-Denis. Inégalités sociales et risques environnementaux » (Anne-Cécile Lefort, CNAM), « Les forêts du monastère de la Grande-Chartreuse (1680-1724) » (Émilie-Anne Pépy, Université Grenoble 2), « La naissance et le développement de l'aquaculture en France » (Olivier Levasseur, CNRS-MNHN), « Pêche à la ligne et gestion des ressources piscicoles dans le Sud-Ouest (1870-1914) » (Jean-François Malange, Université de Toulouse), ou encore « L'eau, de la richesse naturelle à la ressource » (Florence Richard-Schott, Université Lyon 2). On notera simplement combien l'application au passé de ce nouveau regard attentif à la gestion des ressources « naturelles » (ces monographies comportent en effet toutes une forte dimension historique) conduit à de profonds changements dans nos manières d'interpréter le présent.

Concluant cette journée en sociologue, A. Micoud se demanda ce que signifiait cette rencontre de jeunes chercheurs qui, se saisissant d'une question sociétale, convoquaient des seniors de diverses disciplines des sciences de l'homme et de la société pour leur exposer leurs travaux en cours, lesquels portent tous sur l'histoire de la gestion du vivant. Les seniors attestent de l'existence de la question, les juniors montrent qu'elle est capable de susciter de nouvelles recherches. En créant cet échange, les organisateurs ont affirmé publiquement l'intérêt qu'il y a à consacrer de son temps à mieux comprendre l'histoire des changements dans les rapports des groupements humains avec leurs milieux biophysiques. Cette rencontre rend ces recherches actuellement légitimes. Plus précisément, c'est en donnant de la profondeur historique à ce nouveau regard, c'est-à-dire en projetant rétrospectivement une « conscience environnementale » dans le temps, qu'elle leur confère cette légitimité. Comme on le sait depuis longtemps, pour ne pas rompre le fil du temps, les novateurs doivent s'inventer les prédécesseurs dont ils ont besoin. Reste que, comme le titre de ces journées en témoigne, les « sciences sociales » sont encore « sociales » ; elles devraient pourtant se désigner autrement pour être à la hauteur du défi présent : faire que les groupements humains habitent de façon responsable les milieux auxquels ils sont associés.